

# MARCHÉ PUBLIC DE SERVICES

## RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION (RC)

### ***l'Acheteur***

Direction interdépartementale des routes Atlantique

### ***Représentant de l'acheteur (RA)***

Madame la Directrice Interdépartementale des Routes Atlantique

### ***Objet de la consultation***

Contrôle extérieur des travaux de terrassements, chaussées, assainissements, béton, ouvrages d'art et ouvrages en structures métalliques sur les opérations de modernisation, d'entretien et de grosses réparations sous maîtrise d'ouvrage de la DIR Atlantique

### ***Remise des offres***

Date et heure limites de réception : 15 septembre 2025 à 12 h 00 (heure locale de l'adresse de l'acheteur)

# RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

## SOMMAIRE

Pages

<b>ARTICLE PREMIER. OBJET DE LA CONSULTATION.....</b>	<b><u>3</u></b>
<b>ARTICLE 2. CONDITIONS DE LA CONSULTATION.....</b>	<b><u>3</u></b>
2-1. Définition de la procédure.....	<u>3</u>
2-2. Décomposition en tranches et en lots.....	<u>3</u>
2-3. Nature de l'attributaire.....	<u>3</u>
2-4. Compléments à apporter au cahier des clauses techniques particulières.....	<u>4</u>
2-5. Variantes.....	<u>4</u>
2-6. Prestations supplémentaires éventuelles.....	<u>4</u>
2-7. Exigences minimales de la négociation.....	<u>4</u>
2-8. Durée du marché et délais d'exécution.....	<u>4</u>
2-9. Modifications de détail au dossier de consultation.....	<u>4</u>
2-10. Délai de validité des offres.....	<u>4</u>
2-11. Dispositions relatives aux prestations intéressant la Défense.....	<u>4</u>
2-12. Appréciation des équivalences dans les normes et les labels.....	<u>5</u>
2-13. Clauses sociales et environnementales.....	<u>5</u>
<b>ARTICLE 3. DÉROULEMENT DE LA CONSULTATION.....</b>	<b><u>5</u></b>
3-1. Documents fournis aux candidats.....	<u>5</u>
3-2. Composition du dossier à remettre par les candidats.....	<u>6</u>
<b>ARTICLE 4. SÉLECTION DES CANDIDATURES – JUGEMENT ET CLASSEMENT DES OFFRES.....</b>	<b><u>9</u></b>
4-1. Sélection des candidatures.....	<u>9</u>
4-2. Jugement et classement des offres.....	<u>9</u>
<b>ARTICLE 5. CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DE L'OFFRE.....</b>	<b><u>10</u></b>
5-1. Offre remise par échange électronique sur la plate-forme de dématérialisation.....	<u>10</u>
5-2. Exigences relatives à l'outil de signature.....	<u>11</u>
5-3. Copie de sauvegarde sur support papier ou sur support physique électronique.....	<u>11</u>
<b>ARTICLE 6. RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES.....</b>	<b><u>12</u></b>
<b>ARTICLE 7. ATTRIBUTION DU MARCHÉ.....</b>	<b><u>12</u></b>
7-1. Documents à fournir par le candidat susceptible d'être retenu.....	<u>12</u>
7-2. Mise au point.....	<u>12</u>

### **INFORMATION IMPORTANTE SUR LA PRÉSENCE DE CLAUSES ENVIRONNEMENTALES**

Dans le cadre de la modernisation des achats publics d'une part, et dans le cadre général fixé pour répondre à l'objectif d'exemplarité de l'État en matière de développement durable et de responsabilité sociétale de l'État d'autre part, les ministères en charge du développement durable se sont engagés à promouvoir et conduire une politique d'achats durables à laquelle les prestations objet du présent marché devront se conformer.

Le présent marché intègre des clauses environnementales qui concernent les produits ou matériaux utilisés, la qualité des prestations, ainsi que plus généralement les processus dans lesquels sont réalisées les prestations.

# RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

*Dans tout ce document, le code de la commande publique est désigné par l'abréviation CCP.*

## ARTICLE PREMIER. OBJET DE LA CONSULTATION

La présente consultation a pour objet de conclure des accords-cadres pour la réalisation de contrôle extérieur des travaux de terrassements, chaussées, béton, assainissements, ouvrages d'art et structures métalliques des chantiers sur les opérations de modernisation, d'entretien et de grosses réparations du réseau routier sous maîtrise d'ouvrage de la DIR Atlantique.

Les prestations réalisées sur chantier relèvent de la catégorie 3 au sens du Code du Travail (loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993).

Le titulaire sera tenu de coopérer en matière de sécurité et de protection de la santé avec le coordonnateur désigné selon les demandes du CSPS circonscrites au contexte des chantiers.

Le « contrôle extérieur » aux entreprises titulaires des marchés de travaux conclus par la DIR Atlantique pour la réalisation de ces opérations est piloté, pour son compte, par le maître d'œuvre des travaux.

Les résultats des essais et/ou contrôles effectués par le titulaire d'un accord-cadre seront interprétés par lui dans tous les cas, afin de proposer au maître d'œuvre de prononcer la conformité contractuelle, la non-conformité ou la réalisation d'essais et/ou contrôles complémentaires.

Le ou les lieux d'exécution des prestations sont les suivants : l'ensemble du réseau routier et dépendances de la DIR Atlantique.

Les prestations feront l'objet d'accords-cadres à bons de commande conformément aux dispositions des articles L.2125-1 1° et R.2162-1 à R.2162-6 et R.2162-13 à R.2162-14 du CCP.

## ARTICLE 2. CONDITIONS DE LA CONSULTATION

### 2-1. Définition de la procédure

La présente consultation est lancée selon la procédure de l'appel d'offres ouvert définie aux articles L.2124-1 et L.2124-2 et R.2124-1 et R.2124-2 du CCP.

### 2-2. Décomposition en tranches et en lots

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

Le besoin homogène de services est alloué, la consultation porte sur 4 lots désignés ci-après qui seront traités par marchés à lots séparés :

Désignation des lots	
<b>Lot 1</b>	Assistance, essais de laboratoire et contrôles in situ – Travaux de terrassements, chaussées et béton
<b>Lot 2</b>	Mesures de déflexion au déflectographe, mesures d'uni à l'APL et mesures au rugolaser
<b>Lot 3</b>	Assistance et contrôles in situ – assainissement
<b>Lot 4</b>	Ouvrages d'art et ouvrages en structures métalliques

Les candidats peuvent remettre une offre pour un seul lot, plusieurs lots ou tous les lots. Il n'y a pas de limitation sur le nombre de lots pouvant être attribués à un même soumissionnaire.

Les offres seront appréciées lot par lot ; les candidats ne peuvent donc pas proposer de rabais pour obtention de combinaison de lots.

### 2-3. Nature de l'attributaire

Du fait de possibles interactions de l'attributaire avec les entreprises de travaux, les candidats doivent fournir une déclaration relative à leur relation aux entreprises de travaux publics.

Dans le cas des lots n° 1, 3 et 4, chaque accord-cadre sera conclu :

- soit avec un prestataire unique ou des prestataires groupés solidaires ou conjoints si celui-ci ou ceux-ci déclarent être indépendants juridiquement et commercialement de toute entreprise susceptible de réaliser les travaux sur lesquels porteront les prestations ;
- soit avec des prestataires groupés solidaires ou conjoints permettant au groupement de garantir une indépendance juridique et commerciale de toute entreprise susceptible de réaliser les travaux sur lesquels porteront les prestations.

Dans le cas du lot n° 2, chaque accord-cadre sera conclu :

- soit avec un prestataire unique ;
- soit avec des prestataires groupés solidaires (cette forme de groupement est imposée en raison de l'unicité de nature des prestations de ce lot).

En cas de groupement conjoint, le mandataire du groupement conjoint sera solidaire de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de l'acheteur, pour l'exécution du marché.

Conformément aux articles L.2141-13, L.2141-14 du CCP, lorsque le motif d'exclusion de la procédure de passation concerne un membre d'un groupement d'opérateurs économiques, l'acheteur exige son remplacement par une personne qui ne fait pas l'objet d'un motif d'exclusion dans un délai de dix jours à compter de la réception de cette demande par le mandataire du groupement, sous peine d'exclusion du groupement de la procédure.

Lorsqu'un groupement se trouve dans un des cas visés à l'article R.2142-26 du CCP, l'acheteur peut l'autoriser à continuer la procédure. Dans ce cas, le groupement propose dans les dix jours à l'acceptation de l'acheteur un ou plusieurs nouveaux membres du groupement ou sous-traitants.

## **2-4. Compléments à apporter au cahier des clauses techniques particulières**

Les candidats n'ont pas à apporter de complément au Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

## **2-5. Variantes**

Les candidats doivent répondre à la solution de base.

Les variantes à l'initiative du candidat ne sont pas autorisées.

## **2-6. Prestations supplémentaires éventuelles**

Sans objet.

## **2-7. Exigences minimales de la négociation**

Sans objet.

## **2-8. Durée du marché et délais d'exécution**

Les règles concernant la durée du marché et les délais d'exécution des bons de commandes sont fixées dans l'acte d'engagement.

## **2-9. Modifications de détail au dossier de consultation**

Le RA se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation. Celles-ci doivent être communiquées au plus tard 7 jours avant la date limite fixée pour la remise des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

## **2-10. Délai de validité des offres**

Le délai de validité des offres est de 90 jours ; il court à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.

## **2-11. Dispositions relatives aux prestations intéressant la Défense**

Sans objet.

## **2-12. Appréciation des équivalences dans les normes et les labels**

La norme française transposant la norme européenne constitue la référence technique qui doit être respectée par les produits.

Lorsqu'une spécification technique est définie par référence à une norme ou à un label, le soumissionnaire prouve dans son offre, par tout moyen approprié, que les solutions qu'il propose respectent de manière équivalente cette spécification.

Lorsqu'une spécification technique est définie en termes de performances ou d'exigences fonctionnelles, le soumissionnaire prouve, par tout moyen approprié, que son offre est conforme à des normes ou documents équivalents qui eux-mêmes correspondent aux performances ou exigences fonctionnelles exigées.

## **2-13. Clauses sociales et environnementales**

### **S'agissant de la clause obligatoire d'insertion par l'activité économique**

#### Lot n° 1 :

Pour promouvoir l'emploi et combattre l'exclusion, le pouvoir adjudicateur a décidé de faire application des dispositions des articles L.2112-2 et R.2111-10 du CCP en incluant dans le cahier des charges du présent marché une clause obligatoire d'insertion par l'activité économique.

Pour l'exécution du marché, l'entreprise attributaire devra réaliser une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

L'objectif exprimé en heures d'insertion est indiqué à l'article 10 du CCAP.

Les candidats ne sont pas autorisés à formuler de réserve dans leur offre sur la clause obligatoire d'insertion par l'activité économique.

Une offre qui ne satisferait pas à cette condition d'exécution sera déclarée irrégulière au motif de non-respect du cahier des charges.

#### Lots n° 2, 3 et 4 :

Sans objet.

### **S'agissant de la clause environnementale**

Les conditions d'exécution du marché comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable en conciliant développement économique, protection et mise en valeur de l'environnement et progrès social.

Ces conditions sont les suivantes :

Le candidat devra soumettre une notice retraçant le Schéma d'Organisation du Plan de Respect de l'Environnement (SOPRE). Il s'agit du SOPRE dispositions préparatoires qui devra être présenté.

Cette notice comprendra :

- l'organisation de l'entreprise au regard de l'environnement ;
- les mesures pour assurer la protection de l'environnement lors des interventions (milieu naturel, riverain, usager, organisation et suivi de l'élimination des déchets, etc.).

## **ARTICLE 3. DÉROULEMENT DE LA CONSULTATION**

Le retrait du dossier de consultation se fait par téléchargement sur le profil d'acheteur (plate-forme PLACE) à l'adresse et sous la référence mentionnées à l'article 6.1 ci-après.

Les candidatures et les offres des candidats seront entièrement rédigées ou traduites en langue française ainsi que les documents de présentation associés. Cette obligation porte également sur tous les documents techniques justifiant de la conformité d'un produit à une norme ou d'une marque de qualité non française dont l'équivalence est soumise à l'appréciation de l'acheteur. Toutefois ce dernier se réserve le droit de se faire communiquer ces documents techniques dans leur langue d'origine.

**Il est rappelé que le ou les signataires doivent être habilités à engager le candidat.**

## **3-1. Documents fournis aux candidats**

Le présent dossier de consultation est constitué par :

- l'avis de marché envoyé à la publication ;
- le présent règlement ;

- les pièces du projet de marché, énumérées à l'article 3-1.2 ci-après, à compléter ;
- le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ;
- la liste des prix unitaires et forfaitaires (une par lot) ;
- les règles générales de sécurité de la DIR Atlantique pour les entreprises intervenant sur le RRN (PP3-SA-04).
- la/les pièce(s) non contractuelle(s) destinée(s) au jugement de l'offre.

## **3-2. Composition du dossier à remettre par les candidats**

Le dossier à remettre par chaque candidat **concernant le lot** pour lequel il remet une offre comprendra les pièces suivantes :

### **A – Présentation de la candidature pour le lot 1**

#### **Candidature sous forme de Document Unique de Marché Européen (DUME)**

Les candidats peuvent présenter leur candidature en renseignant le formulaire DUME accessible :

- depuis le service exposé de PLACE ;
- depuis l'adresse URL suivante : <https://dume.chorus-pro.gouv.fr/>

Les parties II (informations concernant l'opérateur économique), III (motifs d'exclusion), IV (critères de sélection) et le cas échéant V (réduction du nombre de candidats qualifiés) du formulaire sont à renseigner.

Des renseignements complémentaires au sujet du DUME électronique sont disponibles à l'adresse URL suivante : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/pour-les-entreprises/>

#### **Candidature Hors DUME**

Les candidats transmettent les documents suivants :

##### **Au titre de leur situation juridique :**

1. une lettre de candidature (formulaire DC1 ou support équivalent). En cas de groupement d'entreprises, un seul formulaire peut être rempli l'ensemble des membres du groupement. À défaut, chaque membre fournit un DC1 mentionnant la composition complète du groupement et donne explicitement pouvoir au mandataire.

La lettre de candidature (DC1) est téléchargeable à l'adresse suivante :

<http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-marches-publics>

2. si le candidat n'utilise pas le formulaire DC1, une déclaration sur l'honneur du candidat justifiant qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L.2141-1 à 6 du Code de la commande publique concernant les interdictions de soumissionner, et notamment qu'il est en règle au regard des articles L.5212-1 à L.5212-11 du Code du travail concernant les travailleurs handicapés ;
3. un document attestant du pouvoir de représentativité de la personne habilitée à engager l'entreprise soumissionnaire, laquelle devra avoir autorité pour la signature des pièces exigées (document daté et signé) ;
4. une déclaration sur l'honneur relative :
  - au respect des règles d'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes (cf. article 16 de la loi n° 2014/873 du 4 août 2014) ;
  - justifiant que le candidat ne fait pas l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions mentionnées à l'article L.1146-1 du Code du travail ;
  - justifiant que le candidat a, au 31 décembre de l'année précédant le lancement de la consultation, mis en œuvre l'obligation de négociation prévue à l'article L.2242 du Code du travail ou, à défaut, a réalisé ou engagé la régularisation de cette situation à la date de soumission.
5. Si le candidat est en redressement judiciaire, il fournit une copie du ou des jugements prononcés.

##### **Au titre de leur capacité économique et financière :**

6. une déclaration du candidat (formulaire DC2 ou support équivalent) mentionnant :
  - le chiffre d'affaires global au cours des trois derniers exercices ;
  - le chiffre d'affaires relatif aux prestations objets de la procédure, ou similaires effectués au cours des trois derniers exercices. Les entreprises récentes fournissent, si possible, ces documents à compter de la date de leur création.

La déclaration du candidat (formulaire DC2) est téléchargeable à l'adresse suivante :

7. une déclaration appropriée de banque ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels.

**Au titre de leur capacité professionnelle et capacité technique :**

8. une présentation des moyens humains, matériels et organisationnels dont dispose le candidat pour l'exécution du présent marché ;
9. une liste de références sur les cinq dernières années portant sur des prestations similaires à l'objet du marché. Cette liste doit indiquer le montant, le client (administration ou société auprès de laquelle les prestations ont été réalisées), la date à laquelle la prestation a été effectuée et les coordonnées d'un contact chez chaque client indiqué.

Pour les candidats n'ayant pas cinq ans d'existence, présentation des titres et références professionnelles des responsables de la société et de ses principaux cadres.

## **B – Présentation de l'offre pour le lot 1**

**- Un projet de marché comprenant :**

- l'acte d'engagement : cadre ci-joint à compléter par le(s) représentant(s) habilité(s) du prestataire.  
Dans le cas d'un groupement conjoint, le candidat joindra l'annexe relative à la répartition et la valorisation des prestations entre les cotraitants.  
En cas de recours à la sous-traitance, conformément aux articles L.2193-4, L.2193-5 et R.2193-1 du CCP, le candidat doit compléter cet acte d'engagement en l'accompagnant de formulaires DC4 complétés à raison d'un par sous-traitant. Ce formulaire est téléchargeable sur le site [www.economie.gouv.fr](http://www.economie.gouv.fr). Pour chacun des sous-traitants, le candidat devra également joindre les renseignements exigés par l'article R.2193-1 du CCP ;
- la déclaration du candidat relative à sa relation aux entreprises de travaux publics (imprimé joint en annexe de l'acte d'engagement). Les candidats souhaitant remettre une offre sur plusieurs lots n'ont pas à fournir plusieurs fois cette pièce.
- la liste des prix unitaires et forfaitaires (LPUF) : cadre ci-joint à compléter sans modification.  
Dans le cas d'un groupement conjoint, les candidats devront préciser dans l'annexe à l'acte d'engagement la répartition des postes techniques par cotraitant. Pour cela, ils devront s'inspirer du cadre de la LPUF ;
- l'annexe à l'acte d'engagement portant sur la lutte contre les discriminations et la promotion de l'égalité entre les femmes et les hommes.

**- Les documents explicatifs :**

Au projet de marché sera joint le mémoire justificatif et explicatif comportant les documents suivants, numérotés comme suit :

**Note 1 :** une note d'organisation générale présentant :

- les moyens humains pour l'exécution des bons de commande avec CV des chargés d'affaire sur lesquels seront indiqués les références et les expériences en suivi de travaux similaires ;
- le matériel d'essai et de mesure ;
- les principales mesures prévues pour assurer la sécurité, l'hygiène et les conditions de travail sur les sites d'intervention dont : coordination entre les entreprises présentes sur les chantiers et aux contraintes liées à l'exploitation de la route.

**Note 2 :** une note méthodologique décrivant le système de management de la qualité que le candidat se propose d'appliquer dans l'exécution des prestations :

- l'organisation que le candidat mettra en œuvre pour la réalisation des interventions en respectant les délais, des contraintes géographiques et chronologiques (chantiers se déroulant conjointement sur plusieurs sites) ;
- les procédures de contrôle intérieur des prestations pour garantir le résultat des essais et mesures ;
- un exemple de plan de contrôle extérieur dans le domaine technique du lot sur lequel l'opérateur candidate ;
- un exemple de rapport de synthèse de contrôle extérieur. Ce rapport récapitulera les essais, avis et rapports réalisés au cours de l'exécution d'une prestation de contrôle extérieur.

**Note 3 :** notice retraçant l'organisation de l'entreprise au regard de l'environnement et les mesures pour assurer la protection de l'environnement des interventions.

→ quatre pages A4 maximum

**NB :** pour la notation de la note 3, toute réponse qui ne sera pas nettement identifiée et conforme au format imposé sera dégradée.

**- Les pièces non contractuelles destinées au jugement de l'offre :**

- Le document financier (DF) : cadre ci-joint à compléter sans modification.  
Dans le cas d'un groupement conjoint, les candidats devront préciser dans l'annexe à l'acte d'engagement la répartition des postes techniques par cotraitant ainsi qu'une ventilation valorisée pour chacun d'eux. Pour cela, ils devront s'inspirer du cadre du DF ;
- Une décomposition, des prix forfaitaires n° 103, 315, 316, 502, 503 ;
- Un sous-détail des prix unitaires n°108, 328, 503a.

**C – Présentation de la candidature et de l'offre pour les lots 2, 3 et 4**

**- Un projet de marché comprenant :**

- l'acte d'engagement : cadre ci-joint à compléter par le(s) représentant(s) habilité(s) du prestataire.  
Dans le cas d'un groupement conjoint, le candidat joindra l'annexe relative à la répartition et la valorisation des prestations entre les cotraitants.  
En cas de recours à la sous-traitance, conformément aux articles L.2193-4, L.2193-5 et R.2193-1 du CCP, le candidat doit compléter cet acte d'engagement en l'accompagnant de formulaires DC4 complétés à raison d'un par sous-traitant. Ce formulaire est téléchargeable sur le site [www.economie.gouv.fr](http://www.economie.gouv.fr). Pour chacun des sous-traitants, le candidat devra également joindre les renseignements exigés par l'article R.2193-1 du CCP ;
- la déclaration du candidat relative à sa relation aux entreprises de travaux publics (imprimé joint en annexe au présent règlement). Les candidats souhaitant remettre une offre sur plusieurs lots n'ont pas à fournir plusieurs fois cette pièce.
- la liste des prix unitaires et forfaitaires (LPUF) : cadre ci-joint à compléter sans modification.  
Dans le cas d'un groupement conjoint, les candidats devront préciser dans l'annexe à l'acte d'engagement la répartition des postes techniques par cotraitant. Pour cela, ils devront s'inspirer du cadre de la LPUF ;
- l'annexe à l'acte d'engagement portant sur la lutte contre les discriminations et la promotion de l'égalité entre les femmes et les hommes.

**- Les documents explicatifs :**

Au projet de marché sera joint le mémoire justificatif et explicatif comportant les documents suivants, numérotés comme suit :

- **note 1** : une note méthodologique décrivant le système de management de la qualité du candidat, la liste des procédures d'exécution, le mode de traitement des non-conformités ;  
→ quatre pages A4 maximum
- **note 2** : une note d'organisation générale présentant les organigrammes hiérarchique et fonctionnel du candidat, les moyens humains et matériels mobilisables ;  
→ quatre pages A4 maximum
- **note 3** : une notice retraçant l'organisation de l'entreprise au regard de l'environnement et les mesures pour assurer la protection de l'environnement des interventions.  
→ quatre pages A4 maximum

***NB :** pour la notation des notes, toute réponse qui ne sera pas nettement identifiée et conforme au format imposé sera dégradée.*

**- Les pièces non contractuelles destinées au jugement de l'offre :**

- le document financier (DF) : cadre ci-joint à compléter sans modification ;
- Une décomposition des prix forfaitaires ou prix unitaires n° :

Lot 2	Prix n° 200a, 200b, 201, 400a et 400b
Lot 3	Prix n° 8b et 11b
Lot 4	Prix n° 3a, 9 et 107

**Pour l'application des articles L.2141.1 à 14 du code de la commande publique, le candidat susceptible d'être retenu devra fournir l'ensemble des pièces listées à l'article 7.1 du présent règlement.**



## ARTICLE 4. SÉLECTION DES CANDIDATURES – JUGEMENT ET CLASSEMENT DES OFFRES

L'acheteur commencera par examiner les offres, seule la candidature du soumissionnaire susceptible d'être retenu sera analysée.

### 4-1. Sélection des candidatures

Seuls seront ouverts les plis qui ont été reçus au plus tard à la date et l'heure limites de remise des offres.  
En cas de candidatures incomplètes, l'acheteur demandera aux candidats concernés de compléter celles-ci.

### 4-2. Jugement et classement des offres

Les offres anormalement basses sont définies à l'article L.2152-5 du CCP. Elles seront traitées conformément aux articles R.2152-3 à R.2152-5 du CCP.

Les offres inappropriées, inacceptables et irrégulières sont définies aux articles L.2152-1 et L.2152-4 du CCP.

Après examen, les offres inappropriées seront éliminées conformément à l'article R.2152-1 du CCP.

Après examen, les offres inacceptables seront éliminées. Les offres irrégulières seront éliminées ou régularisées conformément aux articles R.2152-1 à R.2152-2 du CCP.

La commission d'appel d'offres examinera l'offre de base des candidats pour établir un classement unique.

Après classement par ordre décroissant des offres **de chaque lot** conformément aux critères pondérés définis ci-après, l'offre économiquement la plus avantageuse est choisie par le RA.

Critère d'attribution	Pondération	Note sur
Le prix des prestations	60 %	12 points
La valeur technique au regard du mémoire (notes 1 et 2)	30 %	6 points
La valeur développement durable (note 3)	10 %	2 points

La formule du critère prix est la suivante :

$$Np = \frac{m}{y} \times 12, \text{ où } y \text{ est l'offre présentée par le candidat et } m \text{ est le montant de l'offre la moins disante.}$$

Appréciation des éléments pour la valeur technique et le SOPRE :

Standard	Appréciation des éléments	% des points
Élevé	Document très complet et très détaillé qui apporte des éléments convaincants sur la bonne appréhension des difficultés et leur résolution.	100 %
Correct	Document complet et couvrant presque complètement les divers éléments de la mission qui apporte des éléments convaincants sur l'appréhension des principales difficultés et leur résolution; des précisions pourront cependant être fournies au démarrage de la mission.	75 %
Acceptable	Document montrant une analyse sérieuse de la mission mais n'apportant pas de réponses pleinement convaincantes sur quelques points importants ; des précisions devront cependant être fournies au démarrage de la mission.	50 %
Insuffisant	Document banal montrant une analyse superficielle du dossier, se limitant à reprendre des documents types ; des compléments très importants devront être fournis au démarrage de la mission.	25 %
Absence de document ou document inexploitable	Absence d'information ou information hors sujet	0

### **A – Pour le lot 1**

La répartition de la note attribuée au titre de la méthode de travail est la suivante :

- note 1 : 3 pts ;
  - moyens humains → 1 pt ;
  - matériel → 1 pt ;
  - mesures sur site → 1 pt.

- note 2 : 3 pts ;
  - organisation → 0,5 pt ;
  - procédures → 0,5 pt ;
  - plan de contrôle → 1 pt ;
  - rapport de synthèse → 1 pt.
- note 3 : 2 pts.

## **B – Pour les lots 2, 3 et 4**

La répartition de la note attribuée au titre de la valeur technique est la suivante :

- note 1 : 3 pts ;
- note 2 : 3 pts ;
- note 3 : 2 pts.

En cas de discordance constatée dans une offre, les indications portées en lettres sur la liste des prix, prévaudront sur toute autre indication de l'offre et le montant de la liste des prix sera rectifié en conséquence. Les erreurs de multiplication ou d'addition qui seraient constatées dans cette liste des prix seront également rectifiées et, pour le jugement des offres, c'est le montant ainsi rectifié de la liste des prix qui sera pris en compte.

En cas de discordance constatée dans le document financier, les indications portées sur la liste des prix, prévaudront sur toute autre indication de l'offre et le montant du document financier sera rectifié en conséquence. Les erreurs de multiplication ou d'addition qui seraient constatées dans ce document financier seront également rectifiées et, pour le jugement des offres, c'est le montant ainsi rectifié qui sera pris en compte.

Dans le cas où des erreurs de multiplication ou d'addition seraient constatées dans la décomposition d'un prix forfaitaire ou dans le sous-détail d'un prix unitaire figurant dans l'offre d'un candidat, le montant de ce prix ne sera pas rectifié pour le jugement de la consultation.

Toutefois, si le candidat concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier cette décomposition ou ce sous-détail pour les mettre en harmonie avec le prix forfaitaire ou le prix unitaire correspondant, en cas de refus son offre sera éliminée comme non cohérente.

Lors de l'examen des offres, le RA se réservera la possibilité de se faire communiquer les décompositions ou sous-détails des prix, ayant servi à l'élaboration des prix, qu'il estimera nécessaires.

Si le candidat pressenti ne fournit pas les certificats, attestations ou déclarations mentionnés aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP son offre sera rejetée. Dans ce cas, l'élimination du candidat sera prononcée par le RA qui présentera la même demande au candidat suivant dans le classement des offres.

Le RA pourra, à tout moment, ne pas donner suite à la procédure. Les candidats en seront informés.

## **ARTICLE 5. CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DE L'OFFRE**

Les offres seront établies en euros et transmises en une seule fois.

Les offres seront remises obligatoirement par voie électronique.

### **5-1. Offre remise par échange électronique sur la plate-forme de dématérialisation**

Les offres seront obligatoirement remises par échange électronique sur la plate-forme de dématérialisation, sous la référence publique **DIRA-MIMO-25-23**.

Si plusieurs offres sont successivement transmises par un même candidat, seule est ouverte la dernière offre reçue, par voie électronique, par le maître d'ouvrage dans le délai fixé pour la remise des offres.

Les candidats appliquent le même mode de transmission à l'ensemble des documents qu'ils adressent au maître d'ouvrage.

Lors de la première utilisation de la plate-forme de dématérialisation (<https://www.marches-publics.gouv.fr>), le candidat installera les pré-requis techniques et prendra connaissance du manuel d'utilisation.

La transmission se fera selon les modalités suivantes :

- l'offre devra parvenir à destination avant la date et l'heure indiquées dans la page de garde du présent règlement ;
- la durée de la transmission de l'offre est fonction du débit de l'accès Internet du candidat et de la taille des documents à transmettre, il est invité à s'assurer que tous les documents sont utiles à la compréhension de son offre ;

- les dossiers qui seraient remis ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites fixées ci-dessus ne seront pas retenus, ils ne seront pas renvoyés à leurs auteurs ;
- les documents à fournir, conformément à l'article 3-1.2 ci-dessus, devront l'être sous forme de fichiers informatiques ;
- seuls les formats de fichiers informatiques de types pdf, dxf, ppt, doc, xls, sxw, sxc, sxi, sxd, odt, ods, odp, odg seront acceptés, ils ne doivent pas comporter de macros et peuvent être compressés dans des fichiers d'archives au format Zip. Leurs noms devront être suffisamment explicites ;
- les documents pour lesquels une signature est requise sont signés électroniquement selon les modalités de l'annexe n°12 du CCP. Un zip signé ne vaut pas signature des documents qu'il contient. En cas de fichier zippé, chaque document pour lequel une signature est requise doit être signé séparément et ne doit pas être verrouillé.

Les candidatures ou les offres dans lesquelles un programme informatique malveillant serait détecté par l'acheteur ne feront pas l'objet d'une réparation. La trace de cette malveillance sera conservée. Le cas échéant, la copie de sauvegarde sera ouverte.

## **5-2. Exigences relatives à l'outil de signature**

Le signataire utilise l'outil de signature électronique de son choix (logiciel, service en ligne à l'instar du profil d'acheteur de l'acheteur, parapheur électronique, etc.) pour apposer la signature avec le certificat utilisé. L'outil est conforme aux formats réglementaires (XAdES, CAdES ou PAdES) et doit produire des jetons de signature.

S'il utilise un autre outil de signature que celui du profil d'acheteur, cet outil doit être conforme aux exigences du règlement européen eIDAS et notamment celles fixées à son annexe II. Le signataire doit transmettre le mode d'emploi permettant à l'acheteur de procéder aux vérifications nécessaires.

Quel que soit l'outil utilisé, celui-ci ne doit ni modifier le document signé ni porter atteinte à son intégrité.

Le signataire, titulaire du certificat de signature, doit avoir le pouvoir d'engager la société. Il peut s'agir soit du représentant légal de la société soit d'une personne qui dispose d'une délégation de signature.

Dans la situation d'un groupement d'opérateurs économiques, soit tous les membres du groupement signent, soit le mandataire qui doit justifier des habilitations nécessaires pour représenter les autres membres du groupement.

## **5-3. Copie de sauvegarde sur support papier ou sur support physique électronique**

### **5-3-1 Remise de la copie de sauvegarde**

Le candidat ou le soumissionnaire peut faire parvenir une copie de sauvegarde prévue à l'article R.2132-11 du CCP, dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres.

La copie de sauvegarde transmise à l'acheteur sur support papier ou sur support physique électronique doit être placée dans un pli comportant la mention lisible « copie de sauvegarde ».

La copie de sauvegarde sera transmise sous pli cacheté.

L'enveloppe portera l'adresse et mentions suivantes :

Direction Interdépartementale des Routes Atlantique  
MIMO/CPGB  
Cité administrative  
2 rue Jules Ferry  
33090 BORDEAUX cedex

Copie de sauvegarde pour :

**Contrôle extérieur des travaux de terrassements, chaussées, assainissements, béton, ouvrages d'art et ouvrages en structures métalliques sur les opérations de modernisation, d'entretien et de grosses réparations sous maîtrise d'ouvrage de la DIR Atlantique**

**Lot n° :**

Nom du candidat ou des membres du groupement candidat<sup>(\*)</sup> :

**« NE PAS OUVRIR »**

(\*) En cas de groupement, l'identité du mandataire sera précisée.

Elle devra parvenir à destination avant la date et l'heure indiquées dans la page de garde du présent règlement.

Dans l'hypothèse d'un envoi sur support physique électronique (CD-Rom formaté « Joliet »), les documents pour lesquels une signature est requise sont signés électroniquement selon les modalités de l'annexe n° 12 du CCP. Un zip signé ne vaut pas signature des documents qu'il contient. En cas de fichier zippé, chaque document pour lequel une signature est requise doit être signé séparément et ne doit pas être verrouillé.

### **5-3-2 Modalités d'ouverture de la copie de sauvegarde**

La copie de sauvegarde sera ouverte, sous réserve qu'elle soit remise dans les conditions précisées à l'article 5-3-1 :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures ou offres remises par voie électronique ;
- lorsqu'une candidature ou une offre électronique est reçue de façon incomplète, hors délais ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.

## **ARTICLE 6. RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**

Pour obtenir tous les renseignements d'ordre administratif et technique qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir au plus tard 12 jours avant la date limite de remise des offres, une demande écrite en utilisant les fonctionnalités de la plate-forme de dématérialisation (<http://www.marches-publics.gouv.fr/>) sous la référence précisée au §5-1.

Une réponse sera alors adressée en temps utile, par l'intermédiaire de cette plate-forme, à tous les candidats ayant retiré ou reçu le dossier, au plus tard 7 jours avant la date limite de remise des offres.

## **ARTICLE 7. ATTRIBUTION DU MARCHÉ**

### **7-1. Documents à fournir par le candidat susceptible d'être retenu**

Pour l'application des articles L.2141-1 à L.2141-14 du CCP le candidat susceptible d'être retenu devra fournir :

- Une déclaration sur l'honneur attestant que le candidat ne se trouve pas dans un cas d'interdictions visées aux articles L.2141-1 et L.2141-4 du CCP ;
- Les certificats fiscaux et sociaux ;
- Les pièces prévues aux articles R. 1263-12 (copie de la déclaration de détachement de travailleurs), D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 (attestation sociale ou documents relatifs aux contractants étrangers ou liste nominative des salariés étrangers) du code du travail ;
- Le numéro unique d'identification permettant à l'acheteur d'accéder aux informations pertinentes par le biais d'un système électronique mentionné au 1o de l'article R. 2143-13 ou, s'il est étranger, produit un document délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente de son pays d'origine ou d'établissement, attestant de l'absence de cas d'exclusion, ou les documents équivalents ou déclaration en cas de candidats étrangers, traduits en français ;
- L'acte d'engagement constituant le marché daté et signé électroniquement conformément à l'article 5-1 du présent RC par le(s) représentant(s) habilité(s) de l'/des entreprise(s).

En sus, les attestations d'assurance visées à l'article 1-8.3 du CCAP seront remises avant la notification du marché.

### **7-2. Mise au point**

Il peut être demandé au candidat retenu, en accord avec lui, de procéder à une mise au point des composantes du marché public. Cette demande ne peut avoir pour objet de modifier des éléments substantiels de l'offre ou du marché public.